

M. LAING: Grâce à la préférence à l'époque nous avons vendu plus de blé à 55 cents le boisseau et plus de bois de construction à \$19 les mille pieds, mais je ne pense pas qu'il soit juste de faire une pareille affirmation à la lumière des résultats des accords de 1932.

M. FLEMING: Les témoins n'ont pas dit que la préférence rapportait toujours le prix que nous recherchions, mais il ressort des témoignages qu'elles avaient une importance vitale dans la situation économique de l'époque et bien audacieux celui qui dirait aujourd'hui que la même situation ne se représentera jamais.

M. MACDONNELL: On dit simplement: "... et pourrait fort bien avoir encore une fois ...".

M. FLEMING: Nous souhaitons de ne jamais revoir cette situation, mais, d'un autre côté, si le Congrès des États-Unis change sa politique — et il y a des signes inquiétants là-bas actuellement — les conditions peuvent changer rapidement.

M. LAING: Je trouve qu'en faisant cette affirmation on attache peut-être trop d'importance aux témoignages, car les statistiques commerciales à partir de 1930 sont très éloquentes. Le monde souffrait d'une crise économique à l'époque.

M. FLEMING: Il y a eu abondance de produits pendant une couple de générations. J'estime qu'il est utile de faire allusion aux préférences dans le rapport, parce que c'est une des questions qui ont été soulevées à la Chambre au cours du débat sur le renvoi de ces accords au Comité.

M. BALCOM: Monsieur le président, à la première ligne du deuxième paragraphe, le texte anglais dit: "in further trade negotiations". Y a-t-il une différence entre "further" et "future"?

M. MACDONNELL: Je n'insiste pas sur cette rédaction, monsieur le président, mais M. Laing serait-il satisfait si nous disions:

"... tout en n'ayant pas une grande importance lorsque le marché est favorable aux vendeurs, les préférences douanières entre les pays du commonwealth, lorsque le marché est favorable aux acheteurs, ont eu dans le passé et pourraient fort bien avoir dans certaines circonstances une importance vitale."

M. LAING: Nous disons simplement que, s'il y avait de nouveau une abondance de produits, on devrait étendre les préférences au sein du commonwealth. Ce ne serait d'aucune utilité aujourd'hui qu'on ne peut pas convertir la livre sterling.

M. MACDONNELL: Nous pouvons sûrement discuter ce qui relève de notre compétence.

M. LAING: Si les pays du commonwealth n'ont pas les devises voulues pour payer les marchandises, leur désir de s'accorder mutuellement des préférences douanières ne sera pas la condition essentielle.

Le PRÉSIDENT: Pourrions-nous tomber d'accord de cette façon?

M. CARROLL: N'est-ce pas la propre rédaction de M. McKinnon?

Le PRÉSIDENT: Non. En ce qui concerne le premier paragraphe, il a accepté intégralement la rédaction de M. Macdonnell.

M. CARROLL: Il l'a approuvée, mais il a modifié le texte de M. Macdonnell que nous avons maintenant.

Le PRÉSIDENT: Oui.

M. CARROLL: Je me rappelle très bien que ce sont à peu près les termes exacts employés par M. McKinnon ou par un autre témoin. Je n'en suis pas absolument sûr, mais mes souvenirs sont assez clairs. Je crois bien que c'était M. McKinnon qui témoignait à ce moment-là.

M. FLEMING: Puisque M. McKinnon, pour qui nous avons une haute considération, a lu le texte et l'a approuvé, personnellement je suis prêt à accepter sa déclaration.